

Armand Laferrère

Industriel, membre du comité de rédaction de la revue *Commentaire* et du conseil d'administration de l'association France-Israël.

Les raisons pour lesquelles j'ai signé l'appel « Raison garder » peuvent être lues dans cet appel lui-même et je ne reviendrai pas dessus. Le moment est venu, en revanche, d'analyser les raisons de l'échec de la pétition « Appel à la raison » auquel notre texte répondait.

Il est toujours troublant qu'un texte ainsi baptisé commence, dès les premiers paragraphes, par un *non sequitur* logique.

Le premier des quatre points de l'appel de JCall indique que l'avenir d'Israël « passe nécessairement par l'établissement d'une paix avec le peuple palestinien selon le principe *deux Peuples, deux États* ». C'est une position défendable et (comme le savent certainement les signataires de l'appel) très majoritaire en Israël même.

Les deux phrases suivantes, en revanche, ne font rigoureusement aucun sens. Les signataires proclament qu'« il y a urgence » et qu'Israël, s'il n'écoute pas leur commandement, « sera confronté à une alternative désastreuse : soit devenir un État où les Juifs seraient minoritaires dans leur propre pays ; soit mettre en place un régime qui déshonorerait Israël et le transformerait en une arène de guerre civile ».

D'où vient ce diagnostic ? L'occupation de territoires à majorité palestinienne dure depuis quarante-trois ans. Les signataires de l'appel – ou leurs grands-parents – auraient certainement, vu leurs motivations idéologiques, écrit rigoureusement la même chose chaque année depuis 1967.

Or, dans l'intervalle, Israël n'a perdu ni sa majorité juive (cela ne pourrait d'ailleurs devenir un risque que si les territoires avaient été annexés et non occupés) ni son caractère démocratique. En quoi la situation est-elle différente aujourd'hui ?

La vérité est que la seule urgence qui a conduit à la mise en place de JCall était celle du calendrier électoral américain. L'administration Obama voulait encore, il y a cinq ou six mois, forcer une paix rapide au Moyen-Orient pour assurer une victoire politique à son chef. Il en est résulté la création de JStreet aux Etats-Unis, suivie comme un écho de celle de JCall en Europe.

La seule et unique raison pour laquelle cette pétition, identique à tant d'autres, est sortie au printemps dernier était le besoin ressenti à Washington de créer un mouvement d'opinion occidental pour inciter le gouvernement Netanyahu à accorder les concessions qui permettraient à Obama de crier victoire.

Cela ne réduit en rien la sincérité des signataires de JCall. Mais s'il y a un temps pour tout – un temps pour la paix et un temps pour la guerre – le temps de la paix n'est pas celui qui convient aux intérêts des princes lointains. Il est celui où deux parties – un vaincu et un vainqueur – sont las de combattre. La pétition de JCall n'apporte pas de démonstration probante que nous en sommes là.

Et puis, lorsqu'on a été faux prophète pendant deux générations, n'est-on pas contraint au moins à un peu de modestie ? Depuis combien de temps la gauche européenne nous annonce-t-elle la fascisation imminente d'Israël ? Et depuis combien de temps, au milieu de ces cris d'orfraie, la société israélienne reste-t-elle plus libre de parole, plus tolérante de la diversité, plus respectueuse de la règle de droit, plus impertinente envers les pouvoirs établis, plus vibrante d'entreprise et de création artistique qu'aucun pays d'Europe ? Il ne vient donc jamais à l'idée de ces gens de confronter leurs idées à l'observation ?

Quant aux trois points suivants de la pétition de JCall, ils se réduisent à une seule et unique affirmation : « le monde extérieur doit faire pression sur les Israéliens pour qu'ils comprennent qu'ils ont eu tort de voter Netanyahu et qu'ils poussent

à des concessions territoriales ». Les signataires pensaient sans doute que leur texte aurait semblé un peu léger s'ils n'avaient attaché que deux paragraphes à leur pétition. En répétant trois fois le deuxième paragraphe, leur texte devient soudainement sérieux, pondéré et subtil.

La scène devait être plaisante. Des stratèges Démocrates de JStreet se réunissent à Washington et disent : « Netanyahu est un obstacle à la paix ! Nous devons lui rendre la vie insupportable en suscitant un grand mouvement d'opinion contre lui et pour une politique de concessions. J'ai une idée ! Appelons nos amis en Europe et faisons leur signer une pétition qui dira... euh... qui dira qu'il faut susciter un grand mouvement d'opinion contre lui et pour une politique de concessions ! ».

Beaucoup de ceux qui, comme moi, ont signé « Raison garder » pensent que vouloir faire pression sur un pays souverain est, en soi, un scandale. Je ne suis pas d'accord : des pressions sont exercées en permanence sur les Etats par diverses voies – chantages économiques et diplomatiques, appels aux opinions publiques etc. C'est le pain quotidien des relations internationales ; il n'y a pas de raison pour qu'Israël y fasse exception.

En revanche, il faudra que quelqu'un explique à ces fins stratèges que la manière la plus efficace de faire pression sur un Etat n'est pas de dire : « Attention, je vais faire pression sur vous ! Je vais appeler mes amis à faire la même chose ! Et si vous ne faites pas ce que je dis, attendez vous à d'autres pétitions dans les quarante-trois prochaines années ».

Dans une dernière ironie, l'échec final des signataires de JCall aura eu la même cause que leur apparition : la politique intérieure américaine.

L'administration Obama, aujourd'hui, écoute moins les idéologues de JStreet et davantage les analyses stratégiques de l'armée. La menace stratégique iranienne semble davantage prise au sérieux. Obama a renoncé à déstabiliser Netanyahu. En échange, Netanyahu a accepté un nouveau cycle de discussions, que les Palestiniens feront échouer au moment qui leur conviendra le mieux.

Dans cette nouvelle configuration, l'appel de JCall perd son utilité politique pour les Etats-Unis, et par là même toute valeur d'information. Il conserve, en revanche, toute sa qualité distrayante pour les amis raisonnés d'Israël.